

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT  
DU 12 MAI 2021**

JP/VA

**OBJET : 1.2. INVESTISSEMENTS – EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT – TRAVAUX DIVERS –  
ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE**

L'an deux mille vingt-et-un, le douze du mois de mai à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDÈCHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis 80, avenue de la République à LARGENTIÈRE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, sont présents à la délibération suivante :

NOM Prénom	Collectivité représentée	Présent-e ou supplé-e	Supplé-e par pouvoir donné à
PASCAL Jean	FAUGÈRES	X	
GARRIDO Jean-Manuel	ST-ANDRÉ-DE-CRUZIÈRES	X	
ARCHIMBAUD Patrick	VALS-LES-BAINS	X	
DURAND Jean-Luc	PONT-DE-LABEAUME		Excusé
MERINE Philippe	ST-PRIVAT	X	
MARRON Jacques	SIAEP DE BARJAC	X	
BALAZUC Thierry	LACHAPELLE S/S AUBENAS	X	
LACROIX Bernard	LARGENTIÈRE	X	
BACCONNIER Jean-Claude	SIVOM OLIVIER DE SERRES	X	
BALMELE Robert	BERRIAS-ET-CASTELJAU		
FLAMBEAUX Patrice	LABEAUME	X	
SOUBEYRAND Jacky	AUBENAS	X	
CHASTAGNIER Geneviève	JOYEUSE		
BOYER Joël	UCEL	X	
GROS Cyril	LABÉGUDE	X	
LLORCA Patricia	ST-JULIEN-DU-SERRE		Excusée
CHARRIER Nicolas	CHASSIERS		Excusé
CARON Christian	RUOMS	X	
COROMINA Jean	VALLON-PONT-D'ARC	X	
VÉOL Christophe	LALEVADE D'ARDÈCHE		Pouvoir à Cyril GROS

A été élu secrétaire de séance : M. Jean-Manuel GARRIDO, 1<sup>er</sup> vice-président.

## **OBJET : 1.2. INVESTISSEMENTS – EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT – TRAVAUX DIVERS ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE**

**(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du comité syndical en date du 28 septembre 2020).**

Notre structure est appelée à intervenir régulièrement sur des ouvrages d'eau potable et d'assainissement pour des travaux divers : mise à niveau d'ouvrages sous voirie, déplacement de conduite, pose de compteur, optimisations d'équipements, intervention d'urgence, diverses mises en conformité de réseaux et branchements, etc.

Pour ce type d'opérations, le marché actuel – accord cadre mono-attributaire à bon de commande confiée à un groupement de 3 entreprises - a été reconduit pour un an le 18 octobre 2020 et s'achève le 17 octobre 2021. Il est reconductible encore une fois pour un an.

Lorsque ce marché a été préparé, l'engagement était évalué à hauteur de 500 000 € HT/an, services eau et assainissement confondus, avec un maximum de 1 million d'€. Néanmoins, vu l'augmentation de travaux liés aux mises en conformité et l'augmentation du nombre de travaux suite au changement de mode d'exploitation, les deux dernières années le plafond d'un million d'euros a été atteint et s'est révélé limitant.

Aussi il est proposé de **ne pas** reconduire ce marché et de lancer une nouvelle consultation afin notamment de le dé plafonner puisqu'il ne répond plus à nos besoins.

Des adaptations sont à prévoir. Aucune exclusivité n'est prévue au marché. Par exemple, des mises à la cote pourront être confiées hors marché au prestataire de voirie réalisant des travaux, ou aux maîtres d'ouvrages de la voirie dans le cadre d'une convention de mandat.

Enfin il est proposé de pouvoir également y intégrer d'autres types de travaux, tels que des renouvellement de réseaux avant intervention de tiers publics, ou encore de travaux neufs « non structurants » et de faible ampleur.

Pour la consultation des entreprises, le mode de dévolution et les critères de choix doivent être arrêtés.

S'agissant d'un marché déplafonné, il est proposé de lancer la consultation dans le cadre d'un appel d'offres ouvert, d'un seul lot et portant sur l'ensemble du territoire pour des travaux divers sur les réseaux eau potable SEBA-production, eau potable SEBA-distribution et les réseaux assainissement SEBA-assainissement collectif.

Il est donc proposé de réaliser un accord cadre multi-attributaires à bons de commande.

Ainsi, trois candidats maximum seraient retenus. Les bons de commande seraient attribués sur une base pondérée (d'un point de vue « montant commandé ») selon le classement des entreprises lors de l'accord cadre. Ainsi le numéro 1 se verrait attribuer 50 % du volume des commandes, le second 30% et le troisième 20 %.

Dans l'hypothèse où seulement 2 candidats seraient retenus, alors il serait attribué 65 % du montant des commandes au 1<sup>er</sup> et 35 % au second. Le but est d'inciter au mieux les entreprises à être première au classement et donc améliorer leur offre technico-économique.

Bien sûr, ce pourcentage étant difficilement atteignable au point près, une marge de plus ou moins 5 % serait possible. Le maître d'ouvrage reste malgré tout seul décideur du rythme, du bénéficiaire et de l'enchaînement des bons de commandes.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés, le bureau syndical décide de :

- **RÉALISER** un accord-cadre multi-attributaires pour exécuter les travaux divers. L'accord-cadre sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande ;
- **DÉFINIR** que le mode de passation du marché sera en appel d'offres ouvert, avec un minimum annuel de commandes de 800 000 €HT mais sans maximum,
- **LANCER** la consultation du marché travaux, avec les principes suivants :
  - ✓ Marché pour une durée de 3 ans, renouvelable deux fois 18 mois;
  - ✓ Consistance des prestations telle que présentée ci-dessus ;
  - ✓ Bordereau des prix unitaires vierge à compléter par les candidats complété par deux devis estimatifs de chantier à afin de donner une idée du type de prestations et afin de pouvoir comparer les offres. Le SEBA y adossera un 3<sup>ème</sup> DQE dit "chantier masqué", car non publié et non communiqué aux candidats, ceci permettant d'espérer une concurrence sur l'ensemble des prix du BPU, et non sur les seuls présents aux DQE.
- **DÉFINIR** des critères de sélection :
  - ✓ Prix des prestations, analysé notamment à partir des 3 devis estimatifs (pondération 40%) ;

- ✓ Moyens humains et techniques mis en œuvre en adéquation avec l'objet du marché (pondération 30 %);
- ✓ Délai d'intervention à partir de l'émission de la commande, hors période de préparation (pondération 10 %).

- **AUTORISER** le président à signer les marchés à venir et à mener toutes les démarches nécessaires à la bonne exécution de cette décision, dans le cadre de l'économie générale présentée ci-dessus et des inscriptions budgétaires correspondantes.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le président,

Jean PASCAL